

# IL Y A ONZE ANNÉES, LES INONDATIONS DE BAB-EL-OUED

## Les leçons, enfin retenues ?

**Plus de 800 morts, une centaine de disparus et des dégâts matériels estimés à 33 milliards de dinars. Le bilan des inondations de Bab-El-Oued, il y a onze années, est effarant.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Dans la nuit du 9 au 10 novembre, des pluies diluviennes se sont abattues sur la capitale. Des crues dévastatrices ont balayé tout le quartier mythique. Des torrents d'eau ont tout emporté sur leur passage.

Le quartier s'est réveillé sur une vision d'horreur. La boue avait tout recouvert. Les habitations étaient inondées, ses habitants emportés par les eaux. Bab-El-Oued était

méconnaissable et venait de vivre une véritable tragédie qui a engendré bien des polémiques. A qui la faute ? À la nature qui reprenait ses droits ? A ceux qui n'ont donné l'alerte qu'aux premières heures de la journée ? Aux collectivités locales qui n'avaient pas effectué les travaux de voirie ?

Beaucoup a été dit sur ce qui s'était passé dans la nuit du 9 au 10 novembre. En 48 heures, il était tombé l'équivalent de 210 mm de pluie sur la capitale. Les spécialistes évoquent plusieurs raisons : les caractéristiques urbanistiques de la commune, les constructions sur le lit de l'oued et l'obstruction des canaux d'évacuation. Le collecteur des eaux était-il réellement obstrué pour des raisons sécuritaires ? Au-delà de la polémique, c'est la problématique de

la gestion des risques majeurs qui a été et qui reste toujours posée. Les pouvoirs publics ont-ils tiré tous les enseignements de la tragédie ?

Ces inondations, puis le séisme de Boumerdès les ont forcés à réviser l'arsenal juridique. Des textes nouveaux ont vu le jour, instaurant une assurance obligatoire pour tous les logements. Une délégation des risques majeurs a été instituée par décret. Le bilan est néanmoins peu reluisant : seules 6% des habitations sont aujourd'hui assurées contre les catastrophes alors que la délégation des risques majeurs, le chef d'orchestre devant mener à bien réflexion et opérations, n'a toujours pas vu le jour. La leçon est visiblement loin d'être retenue.

N. I.



Photo : Samir Sid

La boue avait tout recouvert.

### GESTION DES RISQUES

## Des outils sans chef d'orchestre

**Les inondations de Bab-El-Oued puis le séisme de Boumerdès avec leurs lots de morts, de disparus et de dégâts matériels ont mis à nu les carences dans la prise en charge des catastrophes.**

En 2004, les pouvoirs publics révisaient l'arsenal juridique avec la promulgation de la loi 04-20 du 25 décembre 2004 relative à la prévention des risques majeurs et à la gestion des catastrophes dans le cadre du développement durable. Huit années plus tard, une des dispositions phares de ce texte n'a toujours pas été mise en application. La délégation des risques majeurs, organe censé centraliser et la prise de décision en cas de catastrophe et les stratégies de prévention n'a toujours pas été installée. Les spécialistes sont unanimes : la stratégie ressemble aujourd'hui à un orchestre sans chef. Les instruments législatifs existent en effet mais

l'application n'est pas effective. En mai dernier, le texte instituant cette délégation a enfin été signé et publié au Journal officiel. Il stipule que l'organe en question a pour mission de «procéder, auprès des administrations concernées, à la collecte des informations relatives à la prévention des risques majeurs et d'élaborer une banque de données y afférente, de promouvoir et de développer l'information liée à la prévention des risques majeurs au profit des intervenants et des populations». Ceci sur papier. Sur le terrain, ce sont souvent les autorités locales qui sont les premières à devoir faire face aux conséquences des catastrophes.

Avec des moyens matériels dérisoires, les APC se retrouvent au premier plan. Sans système d'alerte efficace ni d'études préalables, les autorités locales sont souvent obligées d'improviser pour organiser les secours, faire face aux conséquences désastreuses avant que l'admini-

nistration centrale ne décide d'intervenir enfin. Ce que prévoit pourtant le texte instituant la délégation des risques majeurs, c'est justement de mettre un terme à l'improvisation en matière de gestion des risques. S'il y a des catastrophes que nul ne peut prévoir à l'exemple des séismes, les inondations, par exemple, peuvent plus facilement faire l'objet d'études préalables avec une mise en place d'instruments permettant la réduction des risques. Si nul ne peut rien contre dame nature, difficile de croire que la force publique puisse rester spectatrice face à des personnes construisant sur des lits d'oued au mépris des règles élémentaires de l'urbanisme. C'est pourtant ce qui arrive lorsque la politique dessinée au niveau central ne trouve pas de chemin vers l'application faute, justement, de structures en mesure de penser une stratégie, comme devait le faire la délégation des risques majeurs.

N. I.

### 300 MILLIARDS DE DA POUR LA PRÉVENTION DES INONDATIONS

## Plus jamais le scénario de Bab-El-Oued ?

**Depuis l'épisode de Bab-El-Oued et bien avant, plusieurs régions du pays ont connu des inondations ayant été à l'origine de drames. Six cents communes sont aujourd'hui classées comme des zones potentiellement inondables.**

Le risque est réel et nécessite aujourd'hui une enveloppe de plus de 300 milliards de dinars dégagée par l'Etat pour lutter et prévenir les inondations dans ces zones à risque.

Le gouvernement fait savoir que le risque inondation fait partie des priorités. Un comité interministériel a été installé en octobre 2011 sur instruction du Premier ministre, pour prendre en charge la problématique des inondations en mettant en place un dispositif de lutte et de prévention. Ce dernier a élaboré une cartographie des

zones inondables et réalisé un inventaire et chiffré des actions qui seront entreprises en priorité pour lutter contre ce phénomène et pour protéger les infrastructures de base. Le ministère des Ressources en eau, en première ligne, élabore, à travers l'Agence nationale des ressources hydrauliques, une cartographie des zones inondables à l'échelle nationale. Elle constituera un outil d'aide à la décision mais surtout pour l'anticipation. Déjà, plusieurs projets, inscrits au titre du programme d'urgence, ont été lancés, notamment dans la wilaya d'El-Tarf, frappée par d'importantes inondations en février 2012. Ces actions consistent en la réalisation d'un canal de plus de 5 km, en voie d'achèvement, d'une étude d'aménagement d'oued Mefragh, et de trois autres barrages pour retenir l'eau en cas de crue. La réalisation de ces barrages devrait régler défi-

nitivement le problème des inondations au niveau de la vallée d'El-Tarf. Des actions ont déjà été entreprises, pour l'aménagement des oueds, le reprofilage ainsi que la stabilité des berges. Le sud du pays n'étant pas épargné, à Béchar, le grand oued a fait l'objet d'aménagement dont les travaux sont achevés et la ville est théoriquement protégée en cas de crue. A Ghardaïa, le renforcement des digues a été finalisé et la vallée du M'zab est sécurisée définitivement avec les aménagements réalisés. De grands projets sont inscrits pour les villes d'Annaba et de Sidi-Bel-Abbès. Tous ces projets n'ont qu'un seul but : éviter que des villes ne soient totalement submergées par les eaux à la moindre chute de pluie exceptionnelle et pour que les scénarios catastrophes de Bab-El-Oued ou d'El-Tarf ne soient plus qu'un mauvais souvenir.

N. I.

### EN DÉPIT DE SON CARACTÈRE OBLIGATOIRE

## Pas d'engouement pour l'assurance contre les catastrophes

Instaurée dans le sillage des mesures prises après le séisme de Boumerdès, l'assurance contre les catastrophes naturelles, communément appelée CAT-NAT, n'a pas suscité beaucoup d'engouement. Sur trois millions de logements assurables, seuls 6% le sont, selon le président de l'Union des assureurs et réassureurs (UAR), Amara Latrous. Sans surprise, il évoque un intérêt pour cette assurance durant les deux années ayant suivi le séisme de Boumerdès et une année après les inondations de Bab-El-Oued avant qu'elle ne fasse plus recette. Et ce ne sont pas que les particuliers qui lui tournent le dos puisque moins de 10% de la totalité des installations industrielles et commerciales assurables le sont. Le chiffre d'affaires annuel n'excédant pas les 2 milliards de dinars, la CAT-NAT a affiché un léger recul, de 1%, durant le premier semestre de 2012, selon le Conseil national des assurances qui précise que la CAT-NAT représente 6% de la production de la branche incendie et risques divers. Les imbroglions des inondations de Bab-El-Oued et du séisme de Boumerdès ont forcé les pouvoirs publics à réviser les dispositions en matière d'assurances. Des propriétaires et des locataires de biens immobiliers ayant tout perdu lors de ces sinistres se sont naturellement tournés vers les pouvoirs publics pour des indemnités. Non seulement la facture était trop lourde, mais l'Etat a fait part de son incapacité à reloger ou à indemniser tous les sinistrés, arguant que cela était du ressort des assurances. Sauf que la culture de l'assurance est loin d'être ancrée dans les mœurs puisqu'en dépit de son caractère obligatoire depuis 2004, la CAT-NAT ne fait pas recette.

N. I.

REMERCIEMENTS

La famille  
**CHEBOUT**  
de Draâ El-Mizan,  
parents et  
alliés, remer-  
cie tous ceux  
et celles qui  
ont compati à sa douleur  
suite au décès de leur cher  
et regretté père, survenu à  
Paris à l'âge de 76 ans.  
Repose en paix et que  
Dieu le Tout-Puissant t'ac-  
cueille en Son Vaste  
Paradis.



Hall-Pub

OFFICE PUBLIC NOTARIAL  
MAITRE KHALED BENCHAA  
RUE DE LA REPUBLIQUE - GHAZAOUET  
CODE 00004486

**NANTISSEMENT  
DE MATERIEL**

Aux termes d'un acte reçu en l'étude en date du 16/10/2012, enregistré M<sup>me</sup> Krennenou Nedjema, docteure née Kaloul (wilaya de Chelaf) le 13/01/1984, demeurant rue Abdi-Hamza n°12 Ghazaouet commune de Ghazaouet daïra de Ghazaouet (wilaya de Tlemcen) a nanté en premier rang le matériel objet de la première facture n°45/2012 en date du 08/07/2012 et la deuxième facture n°583/2012 en date du 04/07/2012 et la troisième facture n°855/2012 en date du 04/07/2012 au profit de la Banque nationale d'Algérie (Ghazaouet) en garantie d'un crédit de **1.716.000.00 DA** et en deuxième rang au profit de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) en garantie d'un montant de **711.173.00 DA**.  
Deux expéditions des actes seront déposées au Centre national du registre du commerce de la wilaya de Tlemcen.

F/05/012/B14

Pour avis, le notaire

CONDOLÉANCES

D<sup>r</sup> OUARABI Brahim,  
D<sup>r</sup> BOUSSAD Mohamed,  
D<sup>r</sup> RABHI Abdelhamid, et tout le  
personnel de l'EHP clinique  
D<sup>r</sup> Rachid BENMERAD ont l'im-  
mense douleur de vous faire part du  
décès d'El hadj Hanafi, père du  
D<sup>r</sup> CHERIFI Mohand Ameziane et  
vous informent que l'enterrement a  
eu lieu le 8 novembre 2012 au villa-  
ge Iloula Bouzguène Tizi Ouzou.  
Nos condoléances pour toute la  
famille Cherifi.  
Puisse Dieu Tout-Puissant accor-  
der au défunt Sa Sainte Miséricorde  
et l'accueillir en Son Vaste Paradis.  
«A Dieu nous appartenons et  
à Lui nous retournons».

FN°032535/B4

PENSÉE

Douloureux fut  
pour nous le 10  
juillet 2010, déjà  
28 mois passés, où  
nous quittait à  
jamais notre chère  
et regrettée el  
moudjahida  
**Salhi Houria à  
Kaous**  
(W. Jijel), à l'âge de 89 ans  
laissant un vide irremplaçable que nul  
ne peut combler. La douleur est tou-  
jours là comme si elle venait de mou-  
rir.  
Nous prions Dieu le Tout-Puissant de  
t'accorder Sa Sainte Miséricorde et  
t'offrir pour l'éternité Son Vaste  
Paradis.  
Repose en paix, chère mère.  
**Ton fils Mohamed**



ANEL ALGER